

**Marché Public de Services**

**Communauté d'Agglomération**

**Grand Calais Terres et Mers**

**Direction du Pôle des Moyens Opérationnels**

<p><b>Diagnostics, Contrôles et Essais sur Réseaux d'Assainissement</b></p>
---

Accord-cadre mono attributaire à bons de commande

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES  
PARTICULIERES**

**(C.C.A.P.)**

## **C.C.A.P.**

# **SOMMAIRE**

### Article premier - Objet et caractéristiques principales du marché

- 1.1 - Objet des prestations
- 1.2 - Tranches et Lots
- 1.3 - Forme du marché
- 1.4 - Durée du marché
- 1.5 - Montant du marché
- 1.6 - Identification des parties
  - 1.6.1 - Pouvoir adjudicateur - Opérateur économique
  - 1.6.2 - Organisation du pouvoir adjudicateur
  - 1.6.3 - Déclaration de sous-traitance en cours de marché
- 1.7 - Forme des notifications des décisions ou des informations

### Article 2 - Documents contractuels

### Article 3 - Délai d'exécution - Pénalités

- 3.1 - Délai d'exécution
- 3.2 - Pénalités

### Article 4 - Conditions d'exécution

- 4.1 - Bons de commande
- 4.2 - Emballage
- 4.3 - Transport
- 4.4 - Modalités d'exécution
- 4.5 - Lieu d'exécution des prestations
- 4.6 - Surveillance en usine
- 4.7 - Moyens mis à la disposition du titulaire
- 4.8 - Aménagement de locaux destinés à l'installation du matériel

### Article 5 - Cadre juridique

- 5.1 - Confidentialité et sécurité
- 5.2 - Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail
- 5.3 - Protection de l'environnement
- 5.4 - Respect des clauses contractuelles
- 5.5 - Récusation du personnel du titulaire

### Article 6 - Opérations de vérifications - Décision après admission

### Article 7 – Garantie technique

### Article 8 - Prix

- 8.1 - Forme des prix
- 8.2 - Variation des prix
  - 8.2.1 - Mois d'établissement du prix du marché
  - 8.2.2 - Type de variation des prix

### Article 9 - Avance

### Article 10 - Conditions de règlement des prestations

- 10.1 - Modalités de paiement
- 10.2 - Forme et contenu de la demande de paiement

10.3 - Paiement des cotraitants  
10.4 - Paiement des sous-traitants  
Article 11 - Retenue de garantie  
Article 12 - Délai de paiement  
Article 13 - Documentation technique  
Article 14 - Formation  
Article 15 - Utilisation des résultats - Propriété intellectuelle  
Article 16 - Résiliation du marché  
Article 17 - Règlement des litiges  
Article 18 - Droit, Langue, Monnaie  
Article 19 - Assurances  
Article 20 - Clauses complémentaires  
Article dernier - Dérogations au C.C.A.G

# cahier des clauses administratives particulières

## Article premier - Objet et caractéristiques principales du marché

### 1.1 - Objet des prestations

Les stipulations du présent document concernent les prestations désignées ci-dessous :

- Diagnostics, Contrôles et Essais sur Réseaux d'Assainissement

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP).

### 1.2 - Tranches et Lots

Les prestations sont divisées en lots définis comme suit :

- Lot n° 1 : Etudes et Diagnostics préalables aux projets de travaux
- Lot n° 2 : Contrôles et Essais de réception sur les réseaux d'assainissement

Les prestations ne sont pas divisées en tranches.

### 1.3 - Forme du marché

Chacun des lots prendra la forme d'un accord cadre mono attributaire à bons de commande, ils seront sans minimum, ni maximum de commandes et sans remise en compétition lors de l'attribution des bons de commande, en application de l'article 78 et 80 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

### 1.4 - Durée du marché

Le marché commence à la date de l'accusé de réception de sa notification pour une durée fixée à 12 mois.

Il est renouvelable 3 fois par reconduction expresse pour une période de 12 mois.

La durée totale du marché est fixée à 48 mois.

La personne publique prend par écrit la décision de reconduire ou non le marché. En cas de reconduction, le titulaire du marché est tenu d'accepter la décision qui lui est notifiée.

La décision prise par la personne publique est notifiée au titulaire, au plus tard 30 jours avant la date d'expiration de la période en cours.

Lorsque ce terme est atteint sans que la personne publique ait signifié au titulaire sa décision, celui-ci peut solliciter la reconduction du marché. En cas de silence gardé par la personne publique à l'expiration du marché, ce dernier n'est pas reconduit.

### 1.5 - Identification des parties

#### 1.5.1 - Pouvoir adjudicateur - Opérateur économique

Le marché est conclu entre un pouvoir adjudicateur et un opérateur économique ou un groupement d'opérateurs économiques.

#### 1.5.2 - Organisation du pouvoir adjudicateur

Sans objet.

#### 1.5.3 - Déclaration de sous-traitance en cours de marché

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur selon les dispositions des articles 134 et 135 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

### 1.6 - Forme des notifications des décisions ou des informations

Les décisions ou informations du pouvoir adjudicateur sont notifiées directement au titulaire contre récépissé.

La notification est faite à l'adresse du titulaire mentionnée dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social.

## Article 2 - Documents contractuels

Le marché est constitué par les éléments contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et ses annexes ;
- le règlement de consultation ;
- le cahier des clauses administratives particulières dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP), un par lot ;
- Bordereau des Prix unitaires, un par lot ;
- Détail Quantitatif et Estimatif, un par lot ;
- Liste de matériels, à compléter par le candidat (une par lot) ;
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services annexé à l'arrêté du 19 janvier 2009 publié au JORF du 19 mars 2009 (C.C.A.G FCS).
- l'offre technique et financière du titulaire.

## Article 3 - Délai d'exécution - Pénalités

### 3.1 – Délai d'exécution

Le délai d'exécution des prestations est précisé dans le bon de commande adressé au titulaire.

### 3.2 – Pénalités

Les pénalités pour retard d'exécution sont celles prévues à l'article 14.1 du C.C.A.G. FCS

## Article 4 - Conditions d'exécution

### 4.1 - Bons de commande

Les commandes sont faites au fur et à mesure des besoins par l'émission de bons de commande délivrés par le service technique.

Les bons de commande comportent :

- la référence au marché ;
- la désignation de la prestation ;
- la quantité commandée ;
- les délais d'exécution ;
- le lieu d'exécution ;
- La personne habilitée à signer les bons de commande est Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération du Calaisis

Les bons de commande peuvent être notifiés jusqu'au dernier jour de validité du marché.

La durée d'exécution maximale du(des) dernier(s) bon(s) de commande émis dans le cadre du marché est fixée à 60 jours.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande concerné, dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

### 4.2 - Emballage

Sans objet.

#### 4.3 - Transport

Sans objet.

#### 4.4 - Modalités d'exécution

Les prestations sont exécutées dans les conditions prescrites au CCTP

#### 4.5 - Lieu d'exécution des prestations

Les lieux d'exécution des prestations sont précisés dans chaque bon de commande.

#### 4.6 - Surveillance en usine

Sans objet.

#### 4.7 - Moyens mis à la disposition du titulaire

Il n'est pas remis de moyens appartenant au pouvoir adjudicateur au titulaire.

#### 4.8 - Aménagement de locaux destinés à l'installation du matériel

Sans objet.

### Article 5 - Cadre juridique

#### 5.1 - Confidentialité et sécurité

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur se conforment aux obligations de confidentialité et de sécurité indiqués à l'article 5 du C.C.A.G.

#### 5.2 - Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail

Conformément aux dispositions prévues à l'article 6 du C.C.A.G FCS, le titulaire respecte les lois et les règlements relatifs à la protection de la main-d'oeuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'oeuvre est employée.

#### 5.3 - Protection de l'environnement

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage.

#### 5.4 - Respect des clauses contractuelles

Les stipulations des documents contractuels du marché expriment l'intégralité des obligations des parties. Ces clauses prévalent sur celles qui figureraient sur tous les documents adressés par le candidat lors de sa réponse à la consultation, y compris sur d'éventuelles conditions générales de vente.

De même, le titulaire ne peut faire valoir, en cours d'exécution du marché, aucune nouvelle condition générale ou spécifique, sans l'accord exprès du pouvoir adjudicateur.

#### 5.5 - Récusation du personnel du titulaire

Pendant toute la durée d'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de récuser ceux des personnels du titulaire qui s'avéreraient inadaptés à l'exécution des prestations, sans que la décision du pouvoir adjudicateur ait à être justifiée.

En cas de faute de service, le pouvoir adjudicateur peut exiger le départ immédiat de l'agent concerné.

Le titulaire devra alors procéder au remplacement des personnels recusés. Il ne peut prétendre ni à la prolongation du délai d'exécution ni à indemnité.

### Article 6 - Opérations de vérifications - Décision après admission

Les vérifications quantitatives et qualitatives des prestations exécutées sont effectuées lors de l'exécution des prestations dans les conditions prévues au chapitre 5 du C.C.A.G FCS et notamment en son article 23.1.

Suite aux vérifications des prestations, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues à l'article 25 du C.C.A.G FCS par : Monsieur le Directeur des Services Techniques de GRAND CALAIS, Terres & Mers.

## Article 7 – Garantie technique

Les prestations ne font pas l'objet d'une garantie.

## Article 8 - Prix

### 8.1 - Forme des prix

Les prestations sont rémunérées à prix unitaires.

Les prix unitaires du bordereau de prix sont appliqués aux quantités réellement exécutées.

### 8.2 - Variation des prix

#### 8.2.1 - Mois d'établissement du prix du marché

Les prix sont réputés établis aux conditions économiques du mois de Le mois précédent la date de remise des offres. Ce mois est appelé mois zéro (Mo).

#### 8.2.2 - Type de variation des prix

Les prix du marché sont révisibles suivant les modalités fixées ci-après :

La périodicité d'application de la révision de prix est mensuelle.

Le prix révisé (P) est obtenu en appliquant la formule suivante :

$$P = P_0 \times (0.15 + 0.85 \times (NAT / NAT_0))$$

Dans laquelle :

- **P<sub>0</sub>** est le prix initial réputé établi sur la base des conditions économiques du mois zéro (Mo)
- **NAT** est l'indice Indice général des salaires publié au Le Moniteur dont la valeur est celle en vigueur à une date antérieure de 3 mois de la date d'application de la révision.
- **NAT<sub>0</sub>** est l'indice Indice général des salaires, dont la valeur est celle en vigueur à une date antérieure de 3 mois au mois au mois zéro (Mo).

Le coefficient résultant du calcul de la formule de révision est arrondi au millième supérieur.

## Article 9 - Avance

Aucune avance n'est versée au prestataire.

## Article 10 - Conditions de règlement des prestations

### 10.1 - Modalités de paiement

Le paiement intervient par acomptes versés au début de chaque mois pour les prestations exécutées le mois précédent

A sa demande expresse et si le marché le permet, le titulaire du marché peut percevoir des acomptes mensuels lorsqu'il est une petite et moyenne entreprise, une société coopérative ouvrière de production, un groupement de producteurs agricoles, un artisan, une société coopérative d'artisans, une société coopérative d'artistes ou un atelier protégé.

### 10.2 - Forme et contenu de la demande de paiement

La demande de paiement est établie par le titulaire, elle est adressée à :

Communauté d'agglomération Grand Calais, Terres & Mers,

Direction des ressources financières,

76 boulevard Gambetta, CS 40 021,

62 101 Calais Cedex.

La demande de paiement mentionne le détail des prix unitaires.

### 10.3 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement.

### 10.4 - Paiement des sous-traitants

Les prestations exécutées par les sous-traitants, dont les conditions de paiement ont été agréées par le pouvoir adjudicateur, sont payées dans les conditions financières prévues par le marché ou par un acte spécial.

## Article 11 - Retenue de garantie

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie sur les paiements.

## Article 12 - Délai de paiement

Le paiement des sommes dues est effectué dans un délai global maximum de 30 jours.

Les conditions de mise en œuvre du délai maximum de paiement sont celles énoncées par la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013 et le décret n°2013-269 du 29 mars 2013.

Le taux des intérêts moratoires prévu à l'article 8 du décret précité est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

## Article 13 - Documentation technique

Sans objet.

## Article 14 - Formation

Sans objet.

## Article 15 - Utilisation des résultats - Propriété intellectuelle

Sans objet.

## Article 16 - Résiliation du marché

Les clauses des articles 29 à 36 du C.C.A.G. sont applicables avec les précisions suivantes.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général, l'indemnisation du titulaire est obtenue en appliquant au montant initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations reçues, un pourcentage fixé à 5%.

Le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

## Article 17 - Règlement des litiges

Il est fait application des dispositions de l'article 37 du C.C.A.G.

En tout état de cause, le Tribunal Administratif de Lille est seul compétent.

## Article 18 - Droit, Langue, Monnaie

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que le pouvoir adjudicateur lui communique un numéro d'identification fiscal.



La monnaie de compte du marché est la même pour toutes les parties prenantes (groupements et sous-traitants compris).

Les attestations de paiement direct sont dans la même unité que celle retenue pour le titulaire.

## Article 19 - Assurances

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution.

Il doit justifier dans un délai de quinze jours courant à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

## Article dernier - Dérogations au C.C.A.G

Il est dérogé à l'article suivant ou aux articles suivants du C.C.A.G. :

- ◆ L'article 7 du présent cahier déroge à l'article 28.1. du C.C.A.G.